

Le Burundi veut interdire la circulation de vieux bus

Voice of America, 09 janvier 2018 Désormais, les véhicules de transport usés ne seront plus autorisés sur les routes du Burundi. Le président Pierre Nkurunziza l'a indiqué deux jours avant son discours de fin d'année quand il répondait aux questions posées par des journalistes et la population depuis une province au Nord du Burundi.

M. Nkurunziza affirme qu'il veut ainsi éviter les accidents de circulation dont le nombre a augmenté l'année dernière. Il demande également aux investisseurs de se mettre ensemble pour acheter des bus modernes de transport. Mais les transporteurs indiquent que les moyens dont ils disposent ne leur permettent pas d'acheter de nouveaux bus. Sur le parking situé dans la zone de Rohero, une commune urbaine de Muha, des dizaines de bus attendent leur tour pour embarquer les passagers qui rentrent dans les différents quartiers au Nord et au sud de la capitale. « Il est vrai que la plupart de ces bus sont en bon état, certains sont malheureusement plutôt vieux. Pour le président burundais Pierre Nkurunziza, ces vieux bus de marque Hi ace et Toyota Co aster ne seront plus autorisés au courant de cette année à transporter les personnes et les biens au Burundi. Selon le président Nkurunziza, qui répondait aux journalistes, "nous n'accepterons plus qu'un vieux véhicule circule au Burundi. Les clients qui assoient sur des clous ou des fils ou des gens qui quittent les bus quand ils (prennent feu et…, NDLR) sont près à flamber. Nous n'accepterons plus de tels cas sur les routes du pays. Nous n'accepterons pas non plus d'assister impuissants qu'il y ait des accidents ou que meurent de nombreux Burundais", se plaint le président burundais. "Il faut qu'il y ait des gens qui investissent dans le transport avec des règles claires. Il faut que ces personnes se mettent ensemble. Vaut mieux aller vendre des arachides ou de la farine de maïs au lieu d'amener en circulation une voiture que on vient d'acheter 500.000 francs burundais. On achète souvent des bus neufs avec l'office des transports au Burundi mais nous demandons aux associations des transporteurs de se mettre ensemble et d'investir. Au lieu d'acheter 50, 100 ou 500 bus de mauvaise qualité, vaut mieux acheter cent, cent cinquante gros bus de transport qui permettent aux Burundais de se déplacer convenablement", plaide M. Nkurunziza. A côté de ces bus qui transportent les habitants de la capitale Bujumbura, un bureau a été érigé par des responsables qui font payer des tickets de 1.000 francs burundais aux chauffeurs de ces bus. Parmi eux, Roger Nyabenda qui était jadis propriétaire d'un bus de transport et qui fait aujourd'hui partie de l'association des transporteurs. Il estime que les moyens font défaut à la plupart des transporteurs. "La décision est bonne car il se produit souvent des accidents dus à ces vieux bus de transport. Mais cela est imposé par la pauvreté qui sévit au sein de la population et qui touche même dans les patrons des véhicules. L'outillage, les pièces de rechange coûtent chers. Les patrons ne sont plus en mesure d'acheter de nouveaux véhicules pour faciliter le transport. Ce que nous demandons au président de la République, c'est d'essayer de voir si on peut avoir des capitaux pour renouveler ces véhicules pour ceux qui n'ont pas de moyens d'acheter d'autres. L'Etat peut donner une sorte de crédit que les gens vont rembourser après avoir travaillé. Et le véhicule va rester en bon état", soutient M. Nyabenda. Clotilde Mbonimpa habite le quartier de Kamenge au Nord de Bujumbura. Elle se rend souvent en ville en prenant ces bus de transport en commun. Tout en affirmant que ce domaine des transports n'attire pas la plupart des investisseurs burundais, Mme Mbonimpa appelle les autorités burundaises à prendre des mesures pour trouver des capitaux pour les investisseurs qui en manquent cruellement aujourd'hui. "Oui, cette loi serait la bienvenue, mais les Burundais sont pauvres. Ces vieux bus de transport dans lesquels certains habitants ont investi est le gage de leur survie quotidienne. On demanderait au président de la République d'autoriser aux investisseurs de mettre des capitaux dans le domaine des transports des bus en commun et d'amener ainsi de nouveaux bus de transport", répète Mme Mbonimpa. A l'intérieur du pays tout comme dans la capitale, il est aujourd'hui difficile de trouver des bus neufs de transport sauf pour quelques rares propriétaires d'agence de transport. Christophe Nkurunziza, correspondant à Bujumbura

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});